

Guinée : la Conférence syndicale internationale pour la promotion du développement durable apporte de l'espoir dans un pays meurtri

Bruxelles, le 23 mai 2007 : Les quatre principales centrales syndicales de Guinée, la CNTG, l'USTG, l'ONSLG et l'UDTG, appuyée par la CSI et les organisations régionales africaines l'ORAF et l'ODSTA, organisent du 23 au 24 mai une grande Conférence syndicale internationale pour la promotion du développement durable à Conakry, capitale du pays. La Conférence va s'articuler autour de trois thèmes principaux : le développement économique et social, la gouvernance et les institutions et les droits humains.

La Conférence syndicale internationale pour la promotion du développement durable devrait se terminer par l'adoption d'une feuille de route qui doit permettre de mettre en lumière les revendications du mouvement syndical international et de la société civile guinéenne dans le long chemin vers la consolidation de la paix, de la démocratie et du développement de la Guinée.

Le premier semestre de l'année 2007 a été marqué par de nombreux événements ainsi qu'une impressionnante mobilisation des travailleurs guinéens. Le 2 janvier, l'Intercentrale (CNTG et USTG), élargie à l'ONSLG et à l'UDTG, lançaient un mot d'ordre de grève générale et illimitée suite à la libération par le Président de la République Lansana Conté de deux représentants du secteur privé accusés de graves malversations de fonds. Le non-respect des accords signés entre le gouvernement et les syndicats en 2006 a été un autre facteur déclencheur alors que les conditions de vie n'ont cessé de se détériorer depuis 2006 et que la volonté politique a manqué pour y remédier.

Si la grève a été largement suivie, la répression, souvent très violente, ne se fit pas attendre, accompagnée de pressions sur les dirigeants syndicaux Rabiadou Diallo de la CNTG, Ibrahim Fofana de l'USTG et Yamadou Toure de l'ONSLG pour qu'ils suspendent l'arrêt de travail. Le 27 janvier, Le Président de la République a accepté de rencontrer les syndicats et d'entamer des négociations. Celles-ci ont débouché sur un protocole d'Accord qui prévoyait la mise en place d'un gouvernement de large consensus, la séparation des pouvoirs, une protection des droits humains et des revendications d'ordre socio-économique.

La grève générale a repris le 9 février suite à la nomination au poste de Premier Ministre de l'ancien bras droit du Président Conté. Une nouvelle vague de répression a suivi la relance de la grève, accompagnée d'un état de siège. Plus de 129 personnes ont été assassinés et 1.700 blessés enregistrés entre janvier et février. La nomination d'un premier ministre de consensus, Lansana Kouyate, proposé par les organisations syndicales a permis d'apaiser la situation. Les défis auxquels est confronté le nouveau premier ministre sont de taille : garanties de respect des droits humains, éclaircissement des faits de violence, rétablissement des institutions démocratiques...

« La Conférence de reconstruction et de réconciliation nationale donne un vrai espoir aux Guinéens en attendant les élections de fin 2007 » a indiqué Guy Ryder, secrétaire général de la CSI. « Si la Guinée connaît aujourd'hui une période de transition, le chemin pour redresser la situation sociale est encore long. Le défi de la consolidation de la démocratie est à la hauteur des espérances », a-t-il ajouté.

Voir le document syndical d'information et d'analyse.

Guinée : La feuille de route pour un développement durable adoptée



Bruxelles, le 30 mai 2007 : La Conférence syndicale internationale pour la promotion du développement durable qui s'est tenue du 23 au 24 mai à Conakry s'est terminée par l'adoption d'une feuille de route qui a permis de mettre en lumière les revendications du mouvement syndical et de la société civile, tant au niveau guinéen qu'international, dans le long chemin vers la consolidation de la paix, de la démocratie et du développement de la Guinée.

Articulée autour de trois thèmes principaux : le développement économique et social, la gouvernance et les institutions et les droits humains, la Conférence a été organisée par les quatre principales centrales syndicales de Guinée, la CNTG, l'USTG, l'ONSLG et l'UDTG, appuyée par la CSI et les organisations régionales africaines l'ORAF et l'ODSTA.

Plus de 180 participants venant du mouvement syndical guinéen, africain et d'autres continents ont participé à la Conférence, accompagnés de représentants de la société civile guinéenne de l'extérieur, de mandataires du gouvernement et des institutions républicaines, de représentants des employeurs, des religieux ainsi que de la communauté diplomatique en poste en Guinée et des institutions internationales (Bureau international du travail, Banque mondiale et le FMI).

Après la visite de la CSI de janvier dernier, cette Conférence constitue pour la CSI et ses affiliés une nouvelle étape qui débouche sur des propositions très concrètes et met en évidence, une fois de plus, un énorme élan de solidarité avec les travailleurs et le peuple de Guinée. « Les mesures à prendre sont la responsabilité des Guinéens, mais aussi de la communauté internationale, qui doit s'impliquer activement » a déclaré Guy Ryder, secrétaire général de la CSI.

La Conférence a été inaugurée en présence de Monsieur Lansana Kouyate, Premier Ministre de la Guinée. Après une Conférence de presse très largement suivie par les médias présents en Guinée, les dirigeants de l'Intercentrale élargie se sont déplacés pour remettre en mains propres au Premier Ministre et à son gouvernement les conclusions comprises dans la feuille de route. Celle-ci lance un appel aux autorités guinéennes, à toutes les forces de la Nation et à la communauté internationale à tout mettre en œuvre pour asseoir de véritables changements démocratiques et une transition pacifique en Guinée.

Voir le texte entier de la feuille de route